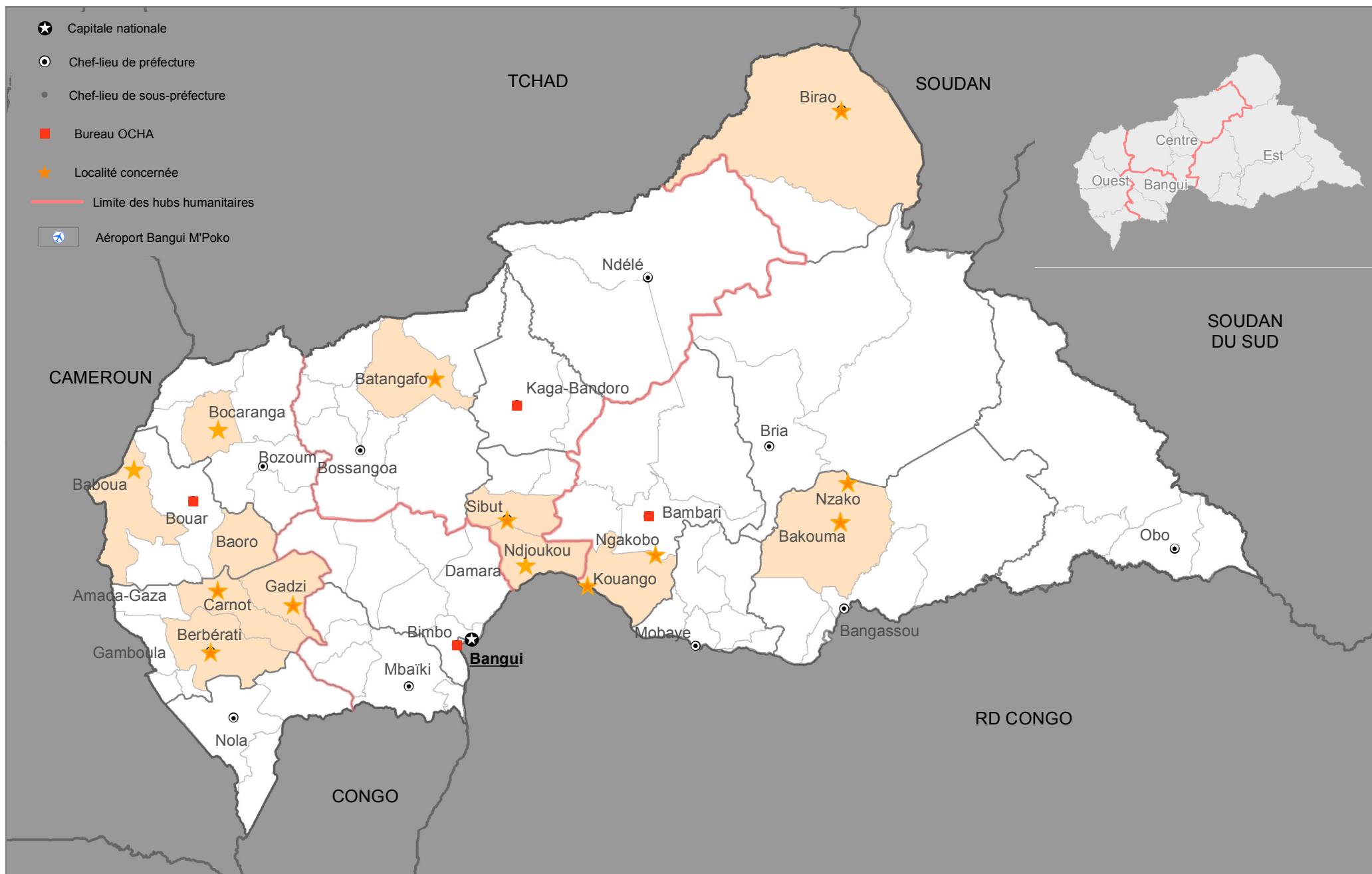


Zone	APERCU HUMANITAIRE 22 au 29 août	Période à venir Du 30 août au 5 septembre 2016
Zone Centre	<p align="center">Préfecture de la Kémo / Préfecture de l'Ombella-Mpoko / Préfecture de la Basse-Kotto</p> <p><u>Santé / EHA / Communication</u> : Le 22 août, les partenaires santé impliqués dans la réponse à l'épidémie ont comptabilisé un total de 239 personnes contaminées et 19 décès dans les zones affectées. Une augmentation des cas est observée depuis la deuxième partie du mois d'août. Cette dernière est due à la collecte de données au niveau communautaire lors des missions d'investigations et des cliniques mobiles réalisées par les partenaires de la réponse dans des zones reculées et difficiles d'accès. Parmi les cas enregistrés depuis le début de l'épidémie, 53,9% sont des femmes et 46,1% sont des hommes. Le risque de propagation de la maladie concerne toute la population, âges et sexes confondus, vu les faibles mesures d'hygiène, l'insuffisance et voir la quasi-inexistence des latrines dans la majorité des foyers et la faible urbanisation à travers l'étendue nationale du territoire centrafricain. Des structures de traitement du choléra ont été renforcées et ouvertes à Bangui et à Ndjoukou tandis que des cliniques mobiles sont régulièrement envoyées dans les villages le long du fleuve Oubangui. Les alertes communautaires des cas suspects de Choléra sont transmises notamment grâce à la ligne verte 4040. La population s'approvisionne principalement en eau à partir du fleuve. Les acteurs EHA ont donc mis en place des points de chloration d'eau dans les villages le long du fleuve. D'autres activités en matière, notamment d'assainissement et de sensibilisation à l'hygiène sont en cours de mise en œuvre.</p>	<p>Zone Centre:</p> <p>A partir 29 août : mission conjointe prévue à Ndjoukou pour appuyer la sensibilisation des communautés locales sur l'épidémie de choléra</p>
	<p align="center">Préfecture de la Kemo / Sous-Préfecture de Sibut / Sibut</p> <p><u>Protection</u> : Suite à l'incident sécuritaire survenu le 12 août à 30km de Sibut, la situation relative à la protection de la population est préoccupante dans la zone. Selon la gendarmerie, une dizaine de personnes auraient été prise en otage entre les 20 et 24 août par le groupe armé qui a pris la fuite. L'organisation de groupes d'auto-défense dans la zone fait ressurgir des tensions intercommunautaires avec plusieurs incidents de sécurité rapportés. Si ces incidents ont entraîné la suspension des mouvements des humanitaires sur les axes autour de Sibut depuis une semaine, les partenaires humanitaires de la zone ont néanmoins décidé de reprendre leurs activités en ayant recours au système des « bulles de sécurité ».</p>	
	<p align="center">Préfecture de l'Ouham / Sous-Préfecture de Batangafo / Batangafo</p> <p><u>Protection de l'enfant</u>: Le contexte socio-économique dans lequel évoluent les enfants de la sous-préfecture de Batangafo est préoccupant. Les partenaires humanitaires rapportent non seulement les difficultés des parents à scolariser leurs enfants mais en aussi, les difficultés qu'ils ont à les nourrir et les habiller. Un partenaire humanitaire actif sur le site de Batangafo a pu recenser plus de 1 500 enfants dans cette situation. L'absence de financement de ce partenaire limite la capacité d'assistance aux enfants identifiés.</p>	

Zone Est	<p style="text-align: center;">Préfecture de la Ouaka / Sous-préfecture de Kouango / Ngakobo</p> <p><u>Protection</u>: Un regain de tension intercommunautaire a été observé la semaine dernière à Ngakobo (60 km au sud-est de Bambari), suite à un meurtre commis le 23 août par des hommes armés. Le lendemain, une partie de la population locale avait organisé une manifestation contre les forces internationales qu'elle accusait d'inaction face aux abus des groupes armés. Cette situation a contraint deux partenaires humanitaires à suspendre leurs activités dans la zone et à rappeler temporairement leurs équipes à Bambari. Le même jour, une mission constituée de la force internationale et du Préfet de la Ouaka s'est rendue à Ngakobo pour calmer la situation. Si le calme est revenu dans cette localité rappelons qu'en juillet, des événements similaires avaient provoqué le déplacement de 1 038 ménages soit 4 857 personnes vers l'usine de la SUCAF à Bambari. Un suivi de cette situation est requis aux partenaires protection, la force internationale et les autorités de la Ouaka en vue de prévenir des violences intercommunautaires dans cette zone.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de la Vakaga / Sous-préfecture de Birao / Birao</p> <p><u>Santé</u>: Depuis plusieurs semaines, l'hôpital de Birao connaît une rupture de médicaments bien que la structure reçoive des dotations mensuelles en intrants. Cette rupture pourrait être liée à un problème de gestion de ces dotations. La faible qualité des soins administrés à l'hôpital contraint la population de Birao à se tourner vers le poste de santé de la force internationale. A l'issue d'une concertation entre les différents acteurs de la zone, des mesures ont été suggérées afin de permettre une meilleure gestion de la pharmacie de l'hôpital.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de la Vakaga / Sous-préfecture de Birao / Birao</p> <p><u>Accès</u>: Les pluies dans la Vakaga ont aggravé le problème d'accès déjà omniprésent dans la préfecture. La plupart des routes sont actuellement impraticables en raison des inondations qui dégradent considérablement ces voies. Par conséquent, les différentes localités de la préfecture sont inaccessibles et déconnectées de Birao. Cette situation affecte en particulier les actions de protection de la population par la force internationale qui n'est plus en capacité de patrouiller sur les axes au-delà d'un périmètre de 15 km autour de Birao.</p>	<p>Zone Est:</p> <p>Suivi des cas de protection à Ngakobo, dans la sous-préfecture de Kouango</p> <p>Suivi de la situation par le Cluster Santé et plaidoyer auprès du MSPP pour le renforcement de la qualité des services de soins à l'hôpital de Birao et le déploiement de personnel santé qualifiée.</p>
Zone Ouest	<p style="text-align: center;">Préfecture de l'Ouham-Pendé / Sous-Préfecture de Bocaranga / Bocaranga</p> <p><u>Protection / Accès humanitaire</u> : Selon des partenaires humanitaires le personnel de santé de l'hôpital de Bocaranga aurait été confronté à plusieurs reprises à l'intrusion d'un groupe armé dans l'enceinte de l'hôpital. Ces derniers leur auraient demandé de leur remettre les patients accusés de sorcellerie. Les derniers incidents rapportés remontent au 17 et 18 août. Le manque de sécurité dans cet hôpital risquerait de compromettre durablement les soins médicaux ainsi que l'appui qu'apporte le partenaire santé dans cet hôpital. Les représentants de l'autorité de l'Etat sur place se sont engagés à faire cesser ces incidents.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de la Nana-Mambere / Sous-Préfecture Baboua / Baboua</p> <p><u>Education / Protection</u> : La rentrée scolaire est fixée au 19 septembre et un groupe armé occupent toujours les bâtiments de l'école primaire de Zoukombo qui se trouve à 123km à l'ouest de la ville de Bouar. Cette violation manifeste du droit international humanitaire risque d'affecter fortement la rentrée scolaire des élèves de cette localité. Cette école est la seule de la zone qui peut offrir les standards minimums d'éducation.</p>	<p>Zone Ouest:</p> <p>30 août : réunion de suivi entre de la situation entre les principaux partenaires de d'éducation et de la protection.</p>



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

Date de création : 29 août 2016 Sources : OCHA Commentaires : ochacar@un.org | <https://humanitarianresponse.info> | www.unocha.org | www.reliefweb.int